

Unité Interdépartementale 25-70-90  
Tel : 03 39 59 65 99 - Mobile : 06 58 17 41 47  
25000 Besançon

Besançon, le 22/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BBCI**

14 rue de l'Industrie  
BP 28  
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/LT/2024 - 1118A  
Code AIOT : 0005905370

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement BBCI implanté BBCI 25620 LES MONTS-RONDS. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un incendie s'est déclaré vers 22h30 le vendredi 18 octobre 2024 au niveau du centre de tri et préparation de combustibles solides de récupération (CSR) exploité par la société BBCI sur le territoire de la commune des Monts-Ronds. Les circonstances du départ de feu et notamment de la source d'ignition n'ont pas été identifiées à ce jour. Les déchets entrants composés de bois, déchets d'activités économiques (plastiques, déchets de chantiers divers, cartons, ferrailles...) ont été pris dans l'incendie. Ces déchets primaires sont entreposés dans un bâtiment semi-ouvert d'une surface de 4000 m<sup>2</sup> au sol. Par effet de propagation (rayonnement ou projection), les cellules de déchets produits (CSR et bois) ont été atteintes dans un second temps. L'incendie a été circonscrit samedi vers 5h-6h selon les pompiers. Au niveau des déchets primaires,

le feu a été couvant jusqu'au mardi 22 octobre 2024. Pour les cellules/cases, le feu était toujours couvant au jour de la présente visite avec plus ou moins d'activités selon les cellules.

Une visite a été réalisée par l'inspection ICPE le lundi 21 octobre 2024. Les constats ont conduit à l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2024 prescrivant des mesures d'urgence (APMU). Les dispositions de cet arrêté ont pour objectif principal la mise en sécurité du site, l'évacuation après analyse des eaux d'extinction de l'incendie et à fixer les conditions de redémarrage du site.

La présente visite a pour objectif de :

- vérifier l'avancement des actions pour respecter les dispositions de l'APMU ;
- récoiler les dispositions visées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2024 faisant suite à la visite du 9 janvier 2024 qui avait mis en évidence des non-conformités.

#### Référentiel réglementaire :

- Arrêté préfectoral du 28 février 2024 portant mise en demeure relative à l'exploitation d'un centre de réception, tri des déchets et préparation de CSR par la société BBCI
- Arrêté préfectoral du 24 octobre 2024 prescrivant des mesures d'urgence en application de l'article L.512-20 du code de l'environnement à la société BBCI
- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2024 autorisant l'exploitation d'une ligne de broyage dédiée au bois et codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter un centre de tri par BBCI

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BBCI
- BBCI 25620 LES MONTS-RONDS
- Code AIOT : 0005905370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BBCI exploite au sein de la plateforme industrielle et minérale des Monts-Ronds un centre de tri des déchets économiques et du BTP (DAE), une installation de production et stockage de combustibles solides de récupération (CSR). Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 13 septembre 2024. Cet arrêté inclut l'exploitation d'une ligne dédiée au broyage de bois de classe B, exploitation qui devrait débuter mi-2025.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Maintenance du système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Moyens de lutte contre	Arrêté Préfectoral du 28/04/2016,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'incendie	article 2.8.2.4	prescription	
4	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 1.3	/	Sans objet
5	Mise à l'arrêt des installations	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 2	/	Sans objet
6	Gestion des eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 5	/	Sans objet
7	Evacuation des déchets et mise en sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des présents constats, les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2024 sont respectées. Cette mise en demeure est donc levée de fait. La bêche/réserve d'eau d'une capacité de 240 m<sup>3</sup> devra être mise en place au préalable de l'exploitation de la ligne de broyage du bois.

Les eaux d'extinction sont désormais confinées dans un seul bassin d'une capacité utile de 8136 m<sup>3</sup>. Le volume des eaux d'extinction est estimé à 6000 m<sup>3</sup>. L'inspection reste dans l'attente des résultats d'analyse de ces eaux accompagnés d'une démonstration de la compatibilité avec le milieu récepteur et/ou proposition de traitement vers une installation tierce. L'exploitant poursuivra ses rondes du bassin n°4 pour détecter toute fuite ou surverse.

Il subsiste sur site seulement les déchets (bois et CSR) dans les cellules dont l'évacuation est d'ores et déjà planifiée après arrosage hors des cellules.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2024</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Un interrupteur général placé de façon parfaitement visible dans le hall d'entrée de chaque bâtiment permet de couper l'alimentation électrique. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2024, les installations électriques ont fait l'objet d'interventions correctives pour lever les observations de la vérification du 15 novembre 2023. Le document Q18 produit par Bureau Veritas suite à la vérification du 3 avril 2024 conclut « l'installation électrique ne peut entraîner d'incendie et d'explosion ». De plus, les armoires électriques ont été équipées d'un dispositif d'extinction automatique de type boule « Elide fire ».</p> <p>L'exploitant réalise par ailleurs à fréquence mensuelle le nettoyage des armoires ; en effet l'exploitation de la ligne de tri/broyage malgré le système d'aspiration est source de rejets diffus de poussières au sein des bâtiments.</p> <p>Au sujet des vérifications de mise à la terre des équipements métalliques, l'exploitant a produit le dernier rapport détaillé de l'organisme Bureau Veritas suite à sa vérification du 3 avril 2024. Le rapport inclut une section relative à la vérification des mise à la terre et isolement des récepteurs électriques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 2 : Maintenance du système de détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 2.8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire</p>

*dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées."*

#### **Constats :**

##### Détection zone « déchets primaires »

Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2024, les zones de stockage de déchets primaires (bois et DAE) n'étaient pas équipées d'une détection automatique d'incendie. Ces zones ont été couvertes depuis par l'exploitant à l'aide de 8 caméras thermographiques reliées au système de télésurveillance.

Les armoires électriques ont été équipées d'un dispositif d'extinction automatique de type boule « Elide fire ».

##### Retour d'expérience incendie

L'alerte a été donnée simultanément par des riverains à l'extérieur du site et par appel du système de détection vers le responsable d'exploitation vers 22h30.

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS25) a été appelé par les riverains. Les pompiers sont arrivés sur site vers 22h50.

La question se pose du calibrage du système de détection et/ou de sa couverture. La temporalité et réactivité du système doivent permettre de détecter tout point chaud et départ de feu et non lorsque des flammes sont déjà visibles depuis l'extérieur. Le système par caméra a récemment été mise en place. Il conviendra lors de la remise en service que l'exploitant tire toute expérience pour réviser le cas échéant les seuils de détection et/ou la couverture.

##### Maintenance

La procédure interne « suivi des contrôles obligatoires CDT » mentionne un nettoyage des caméras thermique à fréquence mensuelle. Le registre communiqué le 8 octobre 2024 atteste de la traçabilité de ces actions de maintenance préventive à fréquence mensuelle.

Le procès-verbal de réception des huit caméras thermiques a été produit par FRANCE InfraRouge le 24 septembre 2024. Ce PV mentionne l'absence de remontée d'alarme à la centrale de télésurveillance pour la caméra n°4. Il convient que l'exploitant rende compte de la correction de cette anomalie.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendra lors de la remise en service que l'exploitant tire toute expérience pour réviser le cas échéant les seuils de détection en température et/ou la couverture de la détection par caméra thermique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2016, article 2.8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intervention contre l'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>" Les installations du site et celles de production d'énergie par cogénération exploitées par SYNNOV DECHETS sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>[...]Les besoins en eau pour assurer la défense incendie des installations sont évaluées à 240 m3/h pendant deux heures (soit 480 m3) composés d'une aire d'aspiration assurant 120 m3/h pendant minimum 2 heures et deux poteaux conformes aux NFS 61.211 et NFS 61.213 (60 m3/h sous 1 bar de pression minimum, DN 100), ceci afin d'assurer la couverture des différentes zones du projet, depuis les séchoirs Nord jusqu'aux séchoirs Sud. L'alimentation des deux poteaux incendie est assurée par une réserve de 240 m3 implantée sur la plate-forme et alimentée depuis le réseau AEP.</i></li> <li>• <i>L'une des aires est équipée de deux colonnes relais débouchant à proximité du bâtiment de tri. [...]</i></li> <li>• <i>d'extincteurs portatifs et de 4 RIA alimentés par eau du réseau répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...]</i></li> </ul> <p><i>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>- Besoins en eaux</u></p> <p>Suite à des mesures sur les deux poteaux du site (angle nord-est du centre de tri et entrée plateforme), les débits et pressions mesurés ne sont pas conformes aux exigences réglementaires. Aussi, dans son dossier de modification « extension ligne broyage bois », l'exploitant a proposé de compléter ses réserves d'eau incendie par une bâche d'un volume de 240 m<sup>3</sup> localisée à moins de 100 mètres du nouveau bâtiment « ligne de bois ».</p> <p>Cette stratégie de défense contre le risque incendie a été validée par la SDIS et reprise dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2024 à l'article 6.2.4.</p> <p>Les réserves en eaux actuelles pour combattre le sinistre ont été suffisantes dans un fonctionnement en circuit fermé.</p> <p><u>- Maintenance des RIA</u></p> <p>Le constat initial en janvier 2024, source de la mise en demeure, avait mis en exergue l'absence d'actions correctives suite aux vérifications des RIA.</p> <p>Ces actions ont été réalisées depuis et formalisées dans le rapport du 25 janvier 2024 produit par la société DESAUTEL.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 : Rapport d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Retour d'expérience et plans d'actions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. »</i>
<b>Constats :</b>  Le rapport suite à l'incendie a été communiqué le 6 novembre et complété le 14 novembre 2024. Les circonstances de l'accident, à ce stade des investigations, ne sont pas définies avec certitude. Le visionnage des caméras de surveillance du site permet d'exclure tout acte de malveillance. À ce stade, l'hypothèse principale serait source d'une batterie ou pile à technologie lithium présente dans le tas de déchets primaires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection invite l'exploitation à continuer ses investigations pour définir les causes et circonstances de l'accident. Ce retour d'expérience utile permettra de compléter et envisager des mesures pour éviter un accident ou un incident similaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Mise à l'arrêt des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« L'exploitation du site est suspendue provisoirement : seules les opérations en lien avec la gestion des conséquences du sinistre, sont admises. L'admission des déchets est interdite jusqu'à la mise en place des mesures correctives permettant de garantir le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. »</i>
<b>Constats :</b>  Aucun nouveau déchet n'a été admis sur le site depuis l'incendie. L'exploitant n'a pas pour objectif une exploitation et remise en service des installations à très court terme. La remise en service est conditionnée au préalable au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Gestion des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« L'exploitant réalise dès la notification du présent arrêté aux prélèvements et analyses des eaux d'extinction encore retenues dans le réseau et les bassins de confinement. Les paramètres d'analyses incluent outre ceux de l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé les composés persistants : - métaux (Sb+ As+Pb+Cr+Cu+Mn+Ni+V+Hg+Cd+Tl) ; - dioxines et furannes ; - PCB (DL et NDL) ; - HAP ; - les per- et polyfluoroalkylées, a minima ceux visés au point 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé.</i> <i>Ces composés persistants sont recherchés dans les eaux et les boues du bassin. Les résultats commentés sont accompagnés d'une proposition de scénario d'évacuation et/ou traitement et d'un examen sur l'acceptabilité du rejet ou de l'installation destinatrice. Après ces analyses, la proposition susvisée et sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées, l'exploitant procède, sans délai autre que techniquement nécessaire, aux opérations de pompage et d'évacuation des eaux d'extinction, liquides et boues confinés sur son site. Il maintient une capacité de rétention suffisante des eaux d'extinction et produits sur son site afin de supprimer, aussi rapidement que possible, tout rejet d'eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel et au réseau d'évacuation des eaux usées.</i> <i>Un moyen de détection du niveau des rétentions ou un protocole de surveillance est mis en place pour vérifier le niveau des rétentions et organiser le pompage le cas échéant. [...] »</i>
<b>Constats :</b>  <u>Eaux d'extinction</u> Avant l'attaque du feu par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS), l'exploitant a obturé les réseaux pour confiner les eaux d'extinction sur site et évité ainsi tout rejet dans le milieu naturel. À l'issue de l'incendie, les eaux d'extinction initialement recueillies dans 4 bassins (à double usage confinement et réserve d'eau) ont été regroupées dans le bassin n°4 d'une capacité de 8136 m <sup>3</sup> . Un prélèvement a été réalisé sur ces eaux à des fins d'analyses.  Les deux bureaux d'études missionnés ont récemment pris connaissance des résultats d'analyse pour établir une proposition de gestion. Une unité mobile composé d'un filtre à sable et de sous-unités avec filtre à charbon sont envisagés.  L'exploitant évalue le volume des eaux à traiter dans ce bassin à 6000 m <sup>3</sup> . Les eaux pluviales ruisselant sur le site non polluées en l'absence de contact avec les déchets rejoignent désormais les autres bassins (hors bassin n°4).  L'exploitant effectue des rondes pour évaluer tout risque de surverse ou fuite.  <u>Boues</u> Après vidange, les autres bassins ont fait l'objet d'un curage et évacuation des boues en leur fond. Ces boues ont été transférées vers une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD). Voir ci-après.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Si une unité mobile est mise en œuvre, les analyses sont à compléter aux paramètres de l'annexe II point IV de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (2) cf courriel du 24 octobre 2024.

L'inspection rappelle que la compatibilité avec le milieu récepteur devra être démontrée avant tout rejet. Les analyses et une proposition de traitement étaient attendues au plus tard le 15 novembre (NDLR : l'exploitant les a finalement communiquées le 18 novembre).

Tant que les eaux d'extinction ne sont pas évacuées et/ou traitées, il convient que l'exploitant poursuive ses rondes pour détecter toute fuite au niveau du bassin n°4.

(2) Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Evacuation des déchets et mise en sécurité

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 24/10/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux et d'un sur-accident

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant procède aux mesures de mise en sécurité suivantes pour les zones impactées par l'incendie :

- opérations nécessaires sur les structures sinistrées pour éviter toute chute de matériaux, tout effondrement et toute prise au vent pouvant conduire à un envol ;
- mise en place d'une protection efficace (bâchage, ...) des zones susceptibles de générer une pollution par ruissellement des eaux de pluie ;
- après évaluation du risque de ruine du bâtiment, à l'évacuation et élimination dans des filières autorisées de tous les déchets, produits et matériaux combustibles (ou qui présentent une mention de danger) encore présents au sein de la zone sinistrée et ceux dont l'accès est rendu difficile par la zone sinistrée. De manière générale les opérations sont priorisées en prenant en compte le risque de pollution par ruissellement en cas de pluie ;
- évacuation de tous les matériels et matériaux calcinés ou non réutilisables, dont les éléments de la structure du bâtiment sinistré ;
- évacuation des déchets dangereux entreposés hors de la zone non impactée ;
- caractérisation de la nature et la quantité de produits/substances/équipements incendiés lors du sinistre. Des analyses sont réalisées en tant que de besoin pour déterminer le caractère dangereux ou non des déchets et les filières de traitement adaptées.

L'exploitant communique à l'inspection un plan d'action avec les délais de réalisation de ces mesures dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté. Les différents délais proposés par l'exploitant s'appliquent sauf contraintes de sécurité d'intervention. »

**Constats :**

Évacuation des déchets et des boues

Les déchets pris dans l'incendie ont été évacués vers l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploité par SUEZ sur le territoire de la commune de Fontaine-lès-Clerval (25). Suite à la vidange et curage des 3 bassins, les boues ont été évacuées vers l'installation de

stockage de déchets dangereux (ISDD) exploité par SUEZ sur le territoire de la commune de Vaivre-et-Montoille (70). Le volume est estimé à 200/300 tonnes.

Les certificats d'acceptation préalable ont été transmis à l'inspection.

L'inspection a vérifié a posteriori sur l'application TrackDéchets la traçabilité des boues. Au total, 10 bordereaux de suivi des déchets ont été initiés les 8, 12 et 13 novembre 2024 confirmant le stockage sur l'ISDD susvisée.

Au jour de la visite, le site était nettoyé, balayé et ne comportait plus aucun déchet dont l'armoire avec les produits chimiques. Seuls les déchets de bois et CSR dans les cellules/cases étaient encore présents. L'exploitant a planifié le jour même l'ouverture de la toiture des cases pour évacuer les déchets et les arroser au niveau du bâtiment BBCI terres polluées. L'évacuation finale du site de ces déchets vers l'ISDND susvisée est prévue pour fin novembre/début décembre 2024 au plus tard.

En outre, l'exploitant a déclaré avoir vidangé le décanteur/séparateur d'hydrocarbures ainsi que curé les tuyauteries du réseau d'eaux pluviales.

#### Structure

La structure métallique du hall a été fortement endommagée. Suite à expertise, sa déconstruction est prévue.

#### Plans d'actions

Le plan d'actions avec délais de réalisation des mesures prescrites a été communiqué par l'exploitant à l'inspection dans sa première version le 29 octobre 2024. Il a été transmis en dernier lieu le jour de la visite dans sa version du 14 novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite